(1)

(N^o 25.)

SENAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1860-1861.

Projet de Loi qui proroge l'art. 24 de la loi du 1^{er} mai 1857, sur les jurys d'examen et qui établit l'examen de gradué en lettres.

*(Voir les Nos 125 et 156, session 1859-1860, et les Nos 52, 55, 59, 61, 65
et 66, session 1860-1861 de la Chambre des Représentants.)*

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le mode de nomination des membres des jurys d'examen, déterminé par l'art. 24 de la loi du 1^{er} mai 1857, et provisoirement établi pour une période de trois ans par l'art. 60 de la même loi, est prorogé pour les deux sessions de chacune des années 1861 et 1862.

Le système d'examen établi par la même loi sera révisé avant la deuxième session de 1862.

ART. 2.

Nul n'est admis à l'examen de candidat en philosophie et lettres, ou de candidat en sciences, s'il n'a obtenu le titre de gradué en lettres.

Nul n'est admis à l'examen de candidat en pharmacie ou de candidat notaire, s'il n'a obtenu le titre de gradué en lettres ou subi avec succès un examen qui en tient lieu.

ART. 3.

L'examen de gradué en lettres comprend :

- 1^o Une composition latine ;
- 2^o Une traduction du latin en français ;
- 3^o Une traduction du grec en français ;
- 4^o Une composition française, flamande ou allemande, au choix du récipiendaire ;

- 5° Une traduction du latin en français, ou en flamand, à livre ouvert ;
- 6° L'algèbre jusqu'aux équations du second degré ;
- 7° La géométrie plane ou la géométrie à trois dimensions, au choix du récipiendaire.

Les récipiendaires qui se destinent à la candidature en sciences seront toujours interrogés sur la géométrie à trois dimensions.

L'examen préalable à celui de candidat en pharmacie comprend :

- 1° Une traduction du latin en français ;
- 2° Une rédaction française ;
- 3° L'algèbre jusqu'aux équations du second degré.

L'examen préalable à celui de candidat notaire comprend :

- 1° Une traduction du latin en français ;
- 2° Une rédaction française ;
- 3° L'algèbre jusqu'aux équations du second degré ;
- 4° La géométrie plane ;
- 5° La trigonométrie rectiligne.

Ces examens ont lieu par écrit et oralement. Pour l'examen de gradué en lettres, l'épreuve écrite porte sur les quatre premiers numéros ; pour les deux autres examens, sur les deux premiers numéros ; l'épreuve orale embrasse les autres matières.

ART. 4.

Nul n'est admis aux examens déterminés par l'art. 3, s'il ne justifie par certificat, conformément à la loi du 1^{er} mai 1857, qu'il a suivi un cours d'humanités jusqu'à la rhétorique inclusivement, ou s'il ne subit avec succès l'examen supplémentaire dont il sera parlé à l'article suivant, et qui remplace l'épreuve préparatoire établie par la loi du 1^{er} mai 1857.

Le certificat constate spécialement l'étude des matières comprises dans l'examen supplémentaire.

ART. 5.

L'examen supplémentaire comprend :

- 1° Les principes de rhétorique ;
- 2° L'histoire grecque et l'histoire romaine ;
- 3° L'histoire de Belgique ;
- 4° La géographie ;
- 5° Le flamand, l'allemand ou l'anglais, au choix du récipiendaire ;
- 6° L'arithmétique ;
- 7° Les notions élémentaires de physique.

Le récipiendaire qui se prépare au notariat ne sera pas examiné sur les n^{os} 1, 2, 5 et 7 ; celui qui se destine à la pharmacie ne sera pas examiné sur les n^{os} 1, 2 et 5.

ART. 6.

La durée et le mode des examens prescrits par la présente loi sont déterminés par le Gouvernement.

(3)

ART. 7.

Le Gouvernement procède à la formation des jurys chargés de la vérification des certificats et des examens susmentionnés.

Il prend les mesures réglementaires que leur organisation nécessite.

Il compose chaque jury de telle sorte que les professeurs de l'enseignement dirigé ou subsidié par l'État, et ceux de l'enseignement privé y soient appelés en nombre égal.

Le président du jury est choisi en dehors du corps enseignant.

ART. 8.

Les frais d'examen sont réglés ainsi qu'il suit :

Pour chacun des examens déterminés à l'art. 3, 20 francs.

Pour l'examen supplémentaire, 10 francs.

Pour la vérification du certificat d'études moyennes, 10 francs.

Le récipiendaire qui n'a pas répondu d'une manière satisfaisante est refusé ou ajourné.

Le récipiendaire ajourné paye le quart des frais d'examen, et le récipiendaire refusé la moitié des frais d'examen, s'ils se présentent à une autre session.

ART. 9.

Les dispositions de l'art. 2 et suivants de la présente loi ne sont pas applicables à ceux qui auront satisfait aux prescriptions analogues, soit de l'art. 37, § 1, ou de l'art. 65, § 9, de la loi du 15 juillet 1849, soit de l'art. 2 de la loi du 1^{er} mai 1857, ou qui auront profité du bénéfice de l'art. 56 de cette dernière loi.

La disposition du § 2 du n^o 7^o de l'art. 3 n'est pas applicable aux récipiendaires qui se présenteront à la session de 1861.

Ceux qui ~~pourront~~ auront commencé leur stage notarial avant le 1^{er} mai 1860, sont également dispensés de l'examen établi par la présente loi.

ART. 10.

La présente loi sera obligatoire le lendemain de sa publication.

Bruxelles, le 8 février 1861.

*Le Président de la Chambre des
Représentants,
(Signé) VERVOORT.*

*Les Secrétaires,
(Signé) L. DE FLORISONE,
BARON CH. SNOY.*